

1. La physiocratie et la richesse (2 points)

La **physiocratie** est une école de pensée économique du XVIIIe siècle, initiée en France par François Quesnay et développée notamment par Turgot.

Selon les physiocrates, **la seule source de vraie richesse est l'agriculture**, car elle produit un « *produit net* », c'est-à-dire un excédent de richesses au-delà de la simple subsistance. L'industrie et le commerce sont considérés comme « stériles », car ils ne font que transformer ou échanger des biens sans créer de richesse nouvelle.

- **Auteurs représentatifs** : François Quesnay, Anne Robert Jacques Turgot.
-

2. Microéconomie et macroéconomie (3 points)

- La **microéconomie** étudie les comportements individuels des agents économiques (consommateurs, entreprises, travailleurs) et leurs interactions sur les marchés.
 - **Indicateur** : l'élasticité-prix de la demande, qui mesure la sensibilité de la consommation à une variation de prix.
 - La **macroéconomie** analyse les phénomènes globaux à l'échelle d'une économie nationale ou mondiale : croissance, chômage, inflation, commerce extérieur.
 - **Indicateur** : le produit intérieur brut (PIB), qui mesure la valeur totale des richesses produites sur un territoire donné.
-

3. Thématique centrale par courant (5 points)

- **Physiocrates** : primauté de l'agriculture et du « produit net » comme seule source de richesse.
- **Classiques (Smith, Ricardo)** : rôle central du marché et de la « main invisible » dans l'autorégulation de l'économie.
- **Marxistes (Marx, Engels)** : critique du capitalisme, lutte des classes et analyse de la plus-value issue du travail.
- **Néoclassiques (Walras, Marshall)** : rationalité des agents, théorie de l'équilibre général et rôle de l'utilité marginale.
- **Keynésiens (Keynes, Hicks)** : importance de la demande effective et rôle de l'État pour stabiliser l'économie face aux crises et au chômage.

Vers une économie plurielle : le défi du XXI^e siècle

Introduction

La science économique émerge au XVIII^e siècle à la fois comme une formalisation théorique (physiocrates, classiques) et comme une analyse des réalités sociales (Smith, Marx). Progressivement, elle s'autonomise et se dote de modèles mathématisés, surtout avec le tournant néoclassique, donnant naissance à une orthodoxie centrée sur l'individu rationnel et l'équilibre des marchés.

Mais les crises du XX^e siècle – Grande Dépression, stagflation des années 1970, crise de 2008 – ont remis en cause cette vision unifiée et ouvert la voie à des approches hétérodoxes (keynésiens, institutionnalistes, économie comportementale, écologique, féministe). D'où la question : l'avenir de la discipline passe-t-il par une nouvelle synthèse ou par une ouverture pluraliste et interdisciplinaire ?

Nous montrerons que l'économie oscille entre ces deux voies, avant d'examiner les perspectives offertes par un renouvellement adapté aux défis contemporains.

La tentation de la synthèse : l'économie comme science unifiée

Depuis le XIX^e siècle, l'économie a cherché à se présenter comme une science « dure » capable d'expliquer et de prévoir les comportements humains.

La synthèse néoclassique (Samuelson, Hicks) a constitué une tentative de conciliation entre l'analyse microéconomique (agents rationnels, équilibre général) et la macroéconomie keynésienne (demande globale, rôle de l'État). Ce compromis visait à doter l'économie d'un cadre unique et robuste.

Les modèles mathématiques et économétriques, devenus dominants, ont renforcé l'illusion d'une possible unification de la discipline. Les équations d'équilibre général, les fonctions de production et les modèles DSGE (Dynamic Stochastic General Equilibrium) illustrent cette volonté de formalisation.

L'orthodoxie a été perçue comme un gage de légitimité scientifique : une discipline unifiée, parlant un langage commun, facilite la diffusion des idées auprès des décideurs publics et confère à l'économie une autorité comparable à celle des sciences naturelles.

Cependant, cette ambition d'unification tend à réduire la complexité des comportements humains et des institutions sociales à quelques axiomes simplificateurs.

Les limites de l'orthodoxie et l'émergence des hétérodoxies

Les crises économiques ont joué le rôle de révélateurs. La Grande Dépression a montré l'incapacité du laissez-faire classique à prévenir le chômage de masse ; la stagflation des années 1970 a sapé la crédibilité des modèles keynésiens traditionnels ; la crise financière de 2008 a mis en évidence les angles morts des modèles dominants, incapables de prévoir l'effondrement du système bancaire.

L'économie comportementale remet en cause l'hypothèse d'un agent parfaitement rationnel. Des chercheurs comme Kahneman et Tversky ont montré l'importance des biais cognitifs, de l'aversion aux pertes ou de la myopie temporelle.

Les approches institutionnalistes et sociologiques rappellent que l'économie n'est pas un système abstrait mais un ensemble de rapports sociaux, encadrés par des normes, des règles et des rapports de pouvoir. Polanyi, par exemple, insiste sur « l'encastrement » de l'économie dans la société.

Les nouvelles hétérodoxies — économie écologique (prise en compte des limites planétaires), économie féministe (visibilisation du travail domestique et des inégalités de genre), économie solidaire (coopératives, ESS) — ouvrent des perspectives ignorées par l'orthodoxie.

Ces courants contestent le monopole néoclassique et plaident pour une économie plurielle, en dialogue constant avec la sociologie, l'histoire, l'anthropologie et l'écologie.

Vers un renouvellement pluraliste : enjeux et perspectives

Les défis contemporains sont inédits : le changement climatique, les inégalités globales, la financiarisation et l'automatisation exigent des outils théoriques diversifiés. Aucun modèle unique ne peut saisir ces dynamiques complexes.

Le pluralisme méthodologique apparaît alors comme une richesse. Chaque école éclaire une facette du réel : les néoclassiques analysent l'efficacité des incitations, les keynésiens la dynamique de la demande, les institutionnalistes le rôle des règles, les écologistes les limites biophysiques.

Sur le plan pédagogique, enseigner la pluralité permet aux étudiants de comprendre les débats économiques plutôt que d'adhérer à une « vérité » unique. Cela encourage l'esprit critique et prépare à des décisions publiques plus adaptées.

À plus long terme, l'économie du XXI^e siècle gagnera à dialoguer avec d'autres sciences sociales : la sociologie pour comprendre les inégalités et les comportements collectifs, la science politique pour analyser les institutions et le pouvoir, l'écologie pour intégrer la soutenabilité, la psychologie pour étudier les comportements.

Loin d'aboutir à un relativisme stérile, cette ouverture permet de construire des outils plus réalistes et plus utiles pour orienter les choix collectifs.

Conclusion

La science économique, comme toute discipline, cherche à concilier rigueur et pertinence. L'illusion d'une unification totale a souvent conduit à des modèles élégants mais incapables de prévenir ou d'expliquer les crises. À l'inverse, le foisonnement hétérodoxe peut sembler désordonné mais il répond à la complexité du monde contemporain.

Ainsi, l'avenir de la discipline ne réside ni dans le maintien d'une orthodoxie rigide, ni dans une dispersion sans cadre commun, mais dans la construction d'un pluralisme raisonné : une économie capable de combiner les apports de différentes écoles, de dialoguer avec les autres sciences sociales et de prendre en compte les enjeux écologiques et sociétaux.

En ce sens, le XXI^e siècle s'annonce comme celui d'une économie plurielle, au service non seulement de l'efficacité mais aussi de la justice sociale et de la soutenabilité.